

Des migrants traversent la Manche : la Grande-Bretagne accuse la France



Britannia ne maîtrise même plus la Manche. La crise migratoire a encore frappé. La traversée de la Manche par des clandestins de plus en plus nombreux a déclenché une crise pour le moment verbale entre la France et la Grande-Bretagne.

Trois constatations :

- deux grands pays européens se montrent incapables de s'entendre sur une question, pour l'instant, de portée subalterne et dont la population concernée est faible ;
- fidèle à leurs traditions, les Anglais considèrent la France comme leur bastion avancé face à tout danger venant du continent. Suffisants et donneurs de leçons, ils oublient la parabole de la paille et de la poutre ;
- l'Europe est comme d'habitude inexistante et délétère.

L'aggravation d'une nouvelle route migratoire

C'est depuis de nombreuses années que des clandestins, voulant à toute force profiter de conditions favorables en Grande-Bretagne, tentent de traverser la Manche pour y débarquer.

Afin de remédier à cet état de choses Nicolas Sarkozy, trop souvent complaisant, a signé en 2003 les accords du Touquet avec le gouvernement anglais. Adeptes du « niquisme », Sarkozy s'est visiblement fait rouler dans la farine par les Britanniques.

Clairement, ce traité est apparu trop favorable au Royaume-Uni. En apparence il était équilibré sur le papier : une frontière anglaise en France pour ceux qui veulent aller en Grande-Bretagne, une frontière française en Grande-Bretagne pour ceux qui veulent aller sur le continent. En réalité la pression migratoire n'a existé que sur le territoire français et le coût financier s'est avéré important. Les Français ont fait le travail pour le compte des Anglais et la frontière britannique s'est déplacée de Douvres à Calais. Ces accords ont mené la France à devenir le bras policier de la politique migratoire britannique.

Comme le font remarquer certaines ONG, on comprend mal les raisons d'avoir accepté de garder leurs frontières anglaises même si les Britanniques donnent un chèque de temps en temps. La France est le seul pays au monde qui empêche les migrants de sortir de son territoire.

Rappelons également que ce stock de clandestins accumulé à Calais a servi à Pascal Brice, le patron de l'OFPRA, de vivier pour recruter des demandeurs d'asile en France alors que cette population n'a résolument qu'un objectif : aller en Angleterre.

En janvier 2018, Macron et Theresa May ont signé un nouveau traité pour compléter les accords du Touquet. Le Royaume-Uni augmente sa contribution financière et s'engage à examiner

rapidement les dossiers de migrants éligibles au séjour sur son sol : les mineurs isolés, vulnérables ou pouvant bénéficier du regroupement familial et les demandeurs d'asile. Les délais d'examen sont appelés à être raccourcis.

L'inefficacité de ces accords à répétition apparaît flagrante. La pression migratoire continue et s'accroît. Selon la BBC, depuis le début du mois d'août, plus de 1 200 clandestins ont traversé la Manche pour rejoindre Angleterre.

La perte de leur sang-froid par les Britanniques

La ministre de l'Intérieur britannique : Priti Patel, a déclaré officiellement en juillet dernier que la France ne cherchait pas à intercepter les embarcations de clandestins qui partent de leurs côtes. À ses yeux le gouvernement français n'en fait pas assez pour empêcher ces migrants de rejoindre le Royaume-Uni.

Elle a affirmé que les migrants traversaient la Manche pour échapper à une France « raciste », où ils craignaient d'être torturés et que c'est pour cela qu'ils préféraient venir en Angleterre. La ministre ne se rend pas compte que les migrants déclarent cela, sur les conseils des ONG, pour être acceptés en Grande-Bretagne.

Ces propos ont été tenus alors que la CEDH vient de condamner la France pour avoir traité les demandeurs d'asile de manière « dégradante et inhumaine » en les obligeant à dormir dans la rue dans la crainte constante d'être attaqués ou volés. Comment et par qui, grands dieux ?

Mieux, un député conservateur britannique, Edward Leigh, a regretté dans un tweet que le Royaume-Uni ait perdu Calais en 1558 et a proposé de récupérer à nouveau la ville pour empêcher les traversées de la Manche par des migrants. Il oublie simplement que c'est ce à quoi les accords du Touquet avaient abouti. Il est raisonnable de supposer, au vu sur France Info de sa tête congestionnée, que l'honorable

parlementaire ait pu, avant de parler, abuser de vins et spiritueux dans la grande tradition churchillienne.

Enfin, l'intervention de la marine britannique pour ramener les migrants sur les côtes françaises a été clairement évoquée.

Les protestations françaises

Le gouvernement français donne plutôt l'impression de subir ces agressions verbales et se borne à souligner son effort de mobilisation et de surveillance pour empêcher cet afflux. C'est un député LR du Pas-de-Calais : Pierre-Henri Dumont, dans une interview réalisée par la BBC, qui a réagi vertement et qualifié les propos britanniques de bobards. Il affirme que chaque jour les Français ramènent des migrants sur le sol national et qu'il est calomnieux de dire qu'ils ne le font pas.

Nombreux sont ceux qui demandent de plus en plus ouvertement pourquoi il revient à la France de faire tout le travail et de protéger le territoire britannique.

En revanche, la situation peut être analysée d'un tout autre point de vue. Comme le journal Présent, le 15 août dernier, il faut souligner les dégâts causés par le laxisme des autorités françaises qui laissent circuler librement sur le territoire national les immigrants en situation irrégulière, se contentant de démanteler les camps de temps à autre, en laissant leurs occupants revenir et errer dans l'espoir de pouvoir bientôt tenter la traversée de la Manche.

Même ceux qui agressent régulièrement les automobilistes et les riverains ne sont pas expulsés vers leur pays d'origine alors que la loi en donne la possibilité.

Les pierres dans le jardin de la Grande-Bretagne

D'un point de vue objectif, Natalia Bouchard, maire LR de Calais, estime que ce sont les Britanniques eux-mêmes qui sont

responsables de l'appel d'air puisqu'ils n'ont pas touché depuis de nombreuses années à leur législation trop laxiste d'accueil des migrants et probablement aussi avantageuse que la législation de l'immigration française. L'exemple du Portugal est flagrant où il n'existe pratiquement pas d'aide sociale en faveur des migrants. Lorsque des « réfugiés » le constatent lors de leur arrivée dans ce pays, la moitié d'entre eux le quittent pour des contrées plus accueillantes : les nôtres.

Mais surtout le gouvernement britannique a avoué que de nombreux bateaux utilisés par les migrants pour traverser la Manche viennent d'Angleterre via des bandes criminelles. Ils sont acheminés en France, dégonflés, dans les coffres de voiture avant d'être gonflés sur la plage française pour les remplir de migrants à destination du Royaume-Uni. Le moins que la France puisse faire serait d'inviter fermement celui-ci à faire le ménage chez lui et à nettoyer devant sa porte avant de créer des incidents diplomatiques par des déclarations irresponsables et surtout très hypocrites.

Car cette affaire reflète une fois de plus l'état d'esprit des Britanniques à l'égard de la France et des Français.

Lorsqu'un ancien officier des commandos de marine, chargé le 9 août de rendre la Manche impraticable pour la traversée de petites embarcations, a entendu copier l'exemple australien consistant à intercepter les arrivants au large de l'Indonésie, pour les enfermer dans des camps situés dans les îles du Pacifique, comme la Nouvelle-Guinée, le plus loin possible de l'Australie, ce qui est très bien en soi.

L'assimilation d'un pays comme la France à la Nouvelle-Guinée, pour volontairement blessante qu'elle soit, n'est pas étonnante de la part d'un Anglais. Cette nation, tout au long du XX^e siècle, a considéré que la France était un bastion préposé à constituer une première ligne de défense de son île contre tout danger venant du continent et rien d'autre. À

leurs yeux, notre pays n'était qu'un auxiliaire militaire. Comme le couple franco-allemand, l'entente cordiale fut un bobard destiné à duper les jobards français.

Enfin, il faudrait rappeler aux Britanniques la parabole de la paille et de la poutre. Que la politique migratoire menée par la classe politique de notre pays soit absurde et criminelle est indéniable. Mais la situation britannique apparaît encore plus grave que la nôtre et n'est pas vraiment de nature à légitimer des reproches hautains et des leçons arrogantes.

C'est en Grande-Bretagne, pendant des années, que des gangs d'émigrés, notamment de Pakistanais, ont réduit en esclavage, violé, prostitué de jeunes Anglaises blanches, oubliées par une société en perdition et traitées comme du matériel humain. Pendant des années, policiers, juges, assistant sociaux, élus, responsables de toutes sortes se sont lâchement tus pour éviter d'être dénoncés comme racistes. Il est loin le temps de la bataille d'Angleterre.

Il est également loin le temps des juges à perruques renommés pour leur indépendance, leur impartialité et leur respectabilité. Ce sont des juges anglais qui ont condamné Tommy Robinson à de la prison ferme pour avoir voulu mettre sur la place publique le scandale criminel de ces viols et de ces trafics d'êtres humains commis par ces gangs de musulmans. Ce sont ces mêmes juges qui ont envoyé le même Tommy Robinson dans des geôles bourrées d'immigrés qui auraient pu les en débarrasser.

Une Europe inexistante et une UE délétère

Il apparaît ahurissant que deux vieux pays voisins et de très grande culture en soient à s'envoyer des noms d'oiseaux et des bobards à cause d'allogènes cherchant à profiter des avantages de systèmes sociaux abusivement généreux. Notez que c'est la même chose entre les Allemands et les Italiens sur d'autres sujets. Ne parlons pas des malheureux Grecs abandonnés de

tous. Il n'y a pas de peuple européen et partant, l'idée d'une souveraineté européenne est une triste blague.

Quant à l'Europe de Bruxelles, elle est absente de la question et l'idée qu'elle s'entremette n'effleure personne.

Pire, son idéologie mondialiste et multiculturaliste, ses directives oppressives, ses juges militants comme ceux de la CEDH aux ordres de Soros, exercent un impact délétère sur nos pays. Quelles que soient les responsabilités des classes dirigeantes et en particulier de la nôtre, c'est l'Europe qui organise cette invasion et contraint par tous les moyens les gouvernements à en accueillir toutes les formes, légales comme illégales.

En conclusion

Comme d'habitude cette comédie des apparences va bien finir par se calmer et se résoudre par un accord de pure vitrine dont il faut espérer qu'il ne se bornera pas à quelques M€ de plus à payer par l'Angleterre et le retour de tous ces clandestins sur notre sol.

Cette petite crise qui démontre une fois de plus l'immense vanité européiste nous rappelle que la seule solution se trouve dans le respect de la souveraineté des vieux États-nations de notre continent et dans leur coopération.

André Posokhow

21/6/2020.